



LE DÉBAT

Benoît Hamon

“Je suis féministe”

Que prévoient les prétendants à la présidentielle sur la condition des femmes ? *Causette* va, chaque mois, leur demander de prendre position, pour que les femmes ne soient pas les grandes oubliées de l'élection. Lundi 26 septembre, nous recevons le candidat Benoît Hamon. De l'IVG à la parité, en passant par le revenu universel, le “frondeur” socialiste a dévoilé son programme pour les femmes sans (trop de) langue de bois. Récit.

PAR ELVIRE EMPTAZ - PHOTO MICHAEL BUNEL/CIRIC POUR CAUSETTE

**Pas d'armada de conseillers.** Il arrive discrètement par la porte arrière, uniquement accompagné de Franck Chaumont, son proche conseiller. Costard gris, chemise blanche sans cravate, cheveux coupés ras et poignée de main chaleureuse. Benoît Hamon, c'est l'outsider de cette présidentielle, celui que personne n'attend, ou plutôt que tout le monde voit ministre plus que président. Pour l'instant, il n'est candidat qu'aux primaires du PS, pas encore incarné en présidentiable. Il l'admet volontiers : « *Quand je me suis déclaré candidat, on m'a dit : “Il faut que tu fasses président”. Je ne sais pas ce que cela veut dire.* » Il n'a pas non plus eu le temps de se voir en homme providentiel : « *Je n'aime pas cette idée.* » Ni d'avoir réponse à tout : « *Je concède que sur certains sujets, je n'ai pas la solution.* »

Mais ce n'est pas parce qu'il compte peu de femmes parmi ses soutiens qu'il n'a pas révisé ses sujets féminins. D'ailleurs, il se dit d'emblée « *féministe* », tout comme il est « *socialiste* ». Nous commençons par lui parler de la préoccupation de Charlotte, une

lectrice, qui s'inquiète du recul du droit à l'IVG en Europe et du retour en force des mouvements anti-avortement. Hamon propose d'emblée : « *Il faudrait désormais poser la question de l'IVG comme l'un des critères à partir desquels on bâtit le projet européen, au même titre qu'il y a l'interdiction de la peine de mort. On reproche à l'Union européenne de ne pas s'être construite assez sur des principes et des valeurs communes et, parmi celles-là, je pense que le droit des femmes à interrompre une grossesse non désirée est fondamental. Cela provoquera des débats, mais ce sera peut-être l'occasion d'une clarification du projet européen que je souhaite.* »

Tout au long de son intervention, Benoît Hamon souligne l'importance du travail d'équipe, de « *l'intelligence collective* ». Nous lui demandons donc s'il ne trouverait pas judicieux que les candidats se présentent non pas seul, mais avec leurs équipes. Il s'étonne. « *Je ne vais pas nommer mes ministres alors que je suis candidat aux primaires socialistes ! Il est possible de donner des indications sur le profil ou le type de gouvernement que l'on souhaite faire, mais si vous voulez que je vous donne le nom du futur ministre de l'Intérieur, je ne le connais pas.* » Dommage !

Le candidat est plus à l'aise pour parler de la parité, très en retard chez les élus, et de l'inefficacité actuelle des pénalités infligées aux partis politiques qui ne présentent pas 50 % de femmes. « *Dans les faits, on les met sur des circonscriptions ingagnables. Je suis favorable à ce que les pénalités des partis qui ne respectent pas les règles abondent le budget du ministère du Droit des femmes. Et je suis aussi favorable à ce que ces mêmes pénalités soient pondérées à une juste proportion, dès lors que l'on a 50 % de candidates, mais que 10 % d'élus.* »

La discussion se poursuit autour du sexisme, puis du harcèlement, notamment avec Bouchera Azzouz, réalisatrice et féministe engagée, et des militantes de l'association Les Effrontées, invitées à participer à la discussion. Nous demandons ensuite à Benoît Hamon où il était le 27 juin dernier. Ce jour-là, un amendement visant à rendre inéligibles les députés

“Il faudrait désormais poser la **question de l'IVG** comme un des critères à partir desquels on bâtit le projet européen”



accusés de violence était rejeté par l'Assemblée nationale. Seuls quinze élus étaient présents ! Il a son mot d'excuse : « *Il se vote des centaines d'amendements par semaine. J'ignorais que celui-ci était déposé, sinon j'aurais voté pour.* » La faute aux assos féministes et aux lobbies qui auraient dû le prévenir, affirme-t-il sans sourciller.

Nous restons sur le thème du travail, non pour continuer à parler du sien à l'Assemblée, mais pour évoquer le revenu universel, dont il est un fervent défenseur. « *C'est un formidable outil dès lors qu'il est utilisé pour être moins dépendant de son emploi et choisir l'articulation que l'on veut entre son temps de travail et de vie personnelle. L'idéal, ce serait qu'il soit supérieur au seuil de pauvreté [840 euros selon l'Observatoire*

*des inégalités, ndlr], pour qu'il ait aussi un impact en termes d'éradication de la pauvreté.* » Le concept a tout pour séduire. Mais aura-t-il la majorité parlementaire nécessaire pour faire passer cela dans une loi, une fois élu ? « *Si je suis président de la République, il y a intérêt ! Ce n'est financièrement pas impossible, à la fois par le redéploiement des aides existantes, par la mise en œuvre de l'individualisation de l'impôt sur le revenu, ainsi que par ce que l'on peut faire dans la lutte contre les niches et l'évasion fiscales. Je ne nie pas qu'aujourd'hui, culturellement, beaucoup de personnes doutent de la possibilité de mettre en place le revenu universel. Mais si on est élu avec ce programme-là par les Français, on a naturellement une majorité politique pour le mettre en place derrière.* » C'est comme si c'était fait... ●